

Une ombre immense ? La montée en puissance militaire de la Chine en Indo-Pacifique et ses implications à l'échelle mondiale

Masayuki Masuda, Alexander Mattelaer | 6 novembre 2024 | ARTICLES | 



Cet article est une traduction de « [The Long Shadow? China's Military Rise in the Indo-Pacific and its Global Implications](#) », publié le 21 juin 2024 par le Centre for Security, Diplomacy and Strategy (CSDS) de la Brussels School of Governance (VUB).

Introduction

La puissance croissante de la Chine et son positionnement militaire de plus en plus agressif dans la région indo-pacifique posent des défis à court et à long terme, non seulement pour ses voisins directs, mais aussi pour des nations situées bien au-delà de la région en elle-même. Le dirigeant chinois, Xi Jinping, a accéléré la montée en puissance militaire du pays afin de transformer l'Armée populaire de libération (APL) en une armée de « classe mondiale » d'ici le milieu du siècle. L'APL a développé ses forces nucléaires dans le but d'« [établir un système de dissuasion stratégique fort](#) » visant à rendre toute intervention extérieure prohibitive. En outre, l'APL dispose de capacités militaires conventionnelles de plus en plus sophistiquées, en particulier dans le domaine maritime. Elle les a notamment intégrées ces dernières dans des opérations de zone grise qui visent apparemment à faire valoir ses revendications maritimes sur des territoires et des eaux contestés.

Tout cela a alimenté les soupçons dans la région quant au défi révisionniste que Pékin représente pour le *statu quo*. Plusieurs pays voisins réagissent en augmentant leurs propres capacités de défense et en renforçant leurs alliances avec les États-Unis, ces dernières étant essentielles au maintien d'une forte dissuasion sur les théâtres d'opérations. Plus loin, les pays européens

s'inquiètent également du défi que représente la Chine pour la stabilité mondiale. Le soutien infaillible de Pékin à l'agression russe contre l'Ukraine – qui se manifeste par l'exportation continue de systèmes à double usage soutenant la production industrielle de défense de la Russie – et son comportement intimidant à l'égard de pays plus petits dans son propre voisinage, ainsi qu'en Europe, sont à l'origine de cette tendance émergente.

Cette note politique du CSDS décrit d'abord la longue ombre projetée par la montée en puissance militaire de la Chine, puis dissèque le conflit qui se prépare entre la Chine et ses voisins sur des revendications territoriales concurrentes – avec des implications profondes pour les chaînes d'approvisionnement mondiales – et, enfin, analyse les réponses émergentes à l'évolution de l'équilibre militaire des forces dans l'Indo-Pacifique et en Europe.

L'ombre projetée par la montée en puissance militaire de la Chine

La montée en puissance militaire de la Chine comprend deux éléments majeurs, à savoir le développement d'une triade nucléaire à capacité de survie totale et la mise en place de forces conventionnelles à la pointe de la technologie. La première représente probablement une tentative de contrebalancer la valeur coercitive de l'arsenal nucléaire américain, tandis que la seconde permet à la Chine de faire pencher l'équilibre militaire régional – en particulier au sein de la première chaîne d'îles – en sa faveur, et cela de manière décisive.

L'expansion nucléaire de la Chine représente un défi stratégique à long terme pour les États-Unis. Le ministère américain de la Défense (DoD) a estimé que la République populaire de Chine (RPC) possédait plus de 500 ogives nucléaires opérationnelles en mai 2023, ce qui est en passe de dépasser les projections antérieures. Bien que ce chiffre soit encore considérablement inférieur à l'arsenal des États-Unis, les inquiétudes de Washington concernant l'émergence de la Chine en tant que deuxième concurrent nucléaire s'accroissent rapidement. La RPC disposera probablement de plus de 1 000 ogives nucléaires opérationnelles d'ici 2030, dont une grande partie sera déployée à des niveaux de préparation plus élevés, et développera son arsenal de missiles balistiques intercontinentaux à longue portée (ICBM), y compris des véhicules de rentrée à cibles multiples indépendantes (MIRV) et des systèmes de missiles mobiles (*road-mobile missile systems*). La Chine continuera d'accroître sa force jusqu'en 2035, avec un nombre de 1 500 ogives nucléaires pouvant être lancées par des vecteurs terrestres comme maritimes, et des bombardiers. Étant donné que les États-Unis déploient actuellement environ 1 550 ogives stratégiques dans le cadre des limites fixées par le nouveau traité START, la parité numérique ne sera plus une perspective lointaine. Tout aussi important, la diversification actuelle des vecteurs nucléaires de la Chine témoigne d'une volonté croissante de différencier l'utilisation stratégique et non stratégique des armes nucléaires. Il peut en résulter ce que l'on appelle un déséquilibre de la détermination politique (*imbalance of political resolve*), dans lequel la Chine pourrait être disposée à accepter un risque beaucoup plus grand que les États-Unis en ce qui concerne Taïwan. En conséquence, les États-Unis sont devenus « préoccupés par l'érosion de ce qu'ils considèrent comme une position de longue date d'avantage nucléaire par rapport à la Chine ».

Dans le même temps, les alliés et partenaires des États-Unis dans la région indo-pacifique sont confrontés à un changement important et rapide du rapport de force par rapport à la Chine, ce qui constitue un défi à court terme. Depuis que Xi Jinping est devenu président et commandant en chef de l'Armée il y a dix ans, le budget de la défense de la Chine a explosé, passant de 720 milliards de yens en 2013 à 1,67 trillion de yens (230 milliards de dollars) en 2024. Si le budget de défense annoncé par la Chine pour l'exercice 2024 représente environ un quart des dépenses de défense des États-Unis, il est également près de 4,5 fois supérieur au budget de défense du Japon pour la même année. En outre, la Chine est la seule à dépasser les dépenses de ses voisins : selon la Military Balance 2024, la Chine représentait 43 % de l'ensemble des dépenses de défense en l'Asie en 2023. En tenant compte de la parité de pouvoir d'achat, cette part serait même considérablement plus importante.

Ces augmentations régulières du budget de la défense ont permis à l'APL d'améliorer continuellement ses capacités militaires conventionnelles, en particulier dans le domaine maritime et sur ses capacités de déni d'accès (A2/AD). La Chine possède déjà la plus grande Marine du monde en termes numériques, avec une force de frappe globale de plus de 370 navires et sous-marins, dont plus de 140 bâtiments de surface de premier rang. Ce chiffre représente près de 80 navires de plus que les 291 navires de l'US Navy (USN), principalement concentrés dans une seule région au lieu d'être répartis dans le monde entier. La marine de l'APL (PLAN) construit rapidement de nouveaux navires de guerre tels que des croiseurs à missiles guidés, des destroyers et des corvettes. En août 2023, la PLAN a lancé la nouvelle frégate Type-054B, qui devrait avoir un déplacement total d'environ 6 000 tonnes. Cette nouvelle frégate est plus grande que la précédente, la Type-054A de 4 000 tonnes, et devrait accompagner les porte-avions, les navires amphibies et les destroyers dans leurs déploiements en haute mer. De même, sa force sous-marine, déjà importante, continue de se développer. On estime donc que la PLAN atteindra une quasi-parité avec le commandement américain pour l'Indo-Pacifique (USINDOPACOM) en termes de tonnage vers le milieu de l'année 2030.

Outre l'expansion de ses capacités navales, la Chine dispose d'un stock impressionnant de missiles. Il s'agit par exemple des

missiles balistiques à portée intermédiaire DF-21 et DF-26, du missile balistique à moyenne portée DF-17 armé d'un véhicule hypersonique et d'une large gamme de missiles balistiques à courte portée tels que les DF-11, DF-15 et DF-16. La Chine a également commencé à mettre en service des missiles de croisière tels que le DH-10 et le DF-100, d'une portée d'environ 1 500 km et 2 000 km. Ces armes permettent de détruire un large éventail de cibles terrestres et navales. Ainsi, la Chine espère créer les conditions qui lui permettent de neutraliser l'avantage traditionnellement détenu par les États-Unis dans les domaines nucléaire et conventionnel. Ces conditions permettent de plus en plus à la PLAN de mener des campagnes d'exploration agressives sous le seuil du conflit cinétique, notamment à l'encontre de Taïwan et des Philippines. Il en résulte un risque croissant d'affrontement au sein de la première chaîne d'îles, dans laquelle le coût de l'intervention américaine est massivement augmenté.

Le conflit qui se prépare entre la Chine et ses voisins

L'expansion militaire de la Chine est devenue un défi urgent et à court terme pour la plupart des alliés et partenaires des États-Unis dans la région indo-pacifique, et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, la remise en question du *statu quo* a eu lieu dans le voisinage immédiat de la Chine. Si la capacité de la PLAN à effectuer des missions au-delà de la première chaîne d'îles peut encore être considérée comme relativement modeste, ses prouesses plus près de chez elle – via les garde-côtes chinois (CCG) par exemple – sont déjà redoutables. Le [Livre blanc sur la Défense du Japon](#), publié en juillet 2023, a critiqué les activités militaires de la Chine autour de l'archipel, en particulier dans la mer de Chine orientale, car elles créent une situation « très préoccupante ». Pékin maintient également une présence quotidienne de garde-côtes autour des îles Senkaku, aussi connues sous le nom d'îles Diaoyu en Chine. En novembre 2023, lors de son inspection du bureau de commandement des CCG pour la zone de la mer de Chine orientale, Xi Jinping a souligné la nécessité [d'améliorer les capacités d'application de la loi](#) pour soutenir les revendications maritimes de la Chine. Les CCG ont ensuite [élaboré un plan](#) visant à maintenir la présence de leurs navires à proximité des îlots tous les jours en 2024 et à inspecter les bateaux de pêche japonais dans la zone maritime, si nécessaire, afin de renforcer les revendications de souveraineté de Pékin.

Deuxièmement, les États côtiers de la mer de Chine méridionale sont alarmés par les actions navales agressives de la Chine ainsi que par les opérations dites de « zone grise » menées par les CCG et les milices maritimes dans les eaux disputées avec la Chine. Depuis son incorporation à la police de l'Armée populaire (PAP), administrée par l'Armée en 2018, les CCG ont [activement contribué à l'expansion du contrôle maritime](#) de la Chine en mer de Chine méridionale. En novembre 2023, par exemple, le président philippin Ferdinand Marcos Jr. a déclaré que la situation régionale « [est devenue plus désastreuse](#) » qu'elle ne l'était auparavant en raison des « [tactiques coercitives et des manœuvres dangereuses](#) » de la Chine dans la zone. Cette situation a incité Manille à s'associer à Washington et à d'autres nations, afin de trouver une solution et de maintenir la paix. Lors d'une réunion au sommet le même mois, Marcos et son homologue japonais Fumio Kishida ont fait part de leurs « [graves préoccupations](#) » concernant la situation en mer de Chine méridionale et en mer de Chine orientale, en faisant référence aux actions maritimes agressives de la Chine.

Enfin, les appels répétés de la Chine en faveur d'une réunification avec Taïwan – qui n'est plus toujours accompagnée de l'adjectif « pacifique » – mettent en évidence le risque croissant de perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les récents exercices de l'APL « Joint Sword-2024A », qui ont suivi l'investiture du président taïwanais Lai Ching-te, comprenaient des simulations d'attaques aériennes et navales contre des unités précieuses (les *high-value-units*, ici des cibles à grande valeur). Ces exercices ont incité le département d'État américain à publier une déclaration exprimant sa « [profonde inquiétude](#) ». Si la dépendance du reste du monde à l'égard du fabricant de puces TSMC est bien connue, la position de Taïwan en tant que [plaque tournante de la chaîne d'approvisionnement](#) s'étend en fait à de nombreuses industries de haute technologie. Par conséquent, les répercussions d'un tel défi militaire au *statu quo* ne peuvent que s'étendre bien au-delà de la région. Non seulement le Japon, la Corée du Sud et d'autres partenaires régionaux seraient gravement touchés, mais ce serait également le cas pour leurs partenaires commerciaux respectifs dans le monde entier. En ce sens, toute éventualité militaire concernant Taïwan entraînerait un choc économique mondial encore plus grave que l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022.

Les réponses à la montée en puissance militaire de Pékin, dans la région et au-delà

L'affirmation croissante de la Chine dans les mers de Chine orientale et méridionale alimente les inquiétudes et l'anxiété quant aux intentions stratégiques de Pékin. Par exemple, près de [80%](#) de la population japonaise éprouve un « sentiment de crise » face à l'éventualité d'une action militaire de la Chine contre Taïwan.

Les conséquences sont doubles. D'une part, plusieurs pays de la région indo-pacifique sont de plus en plus préoccupés par la menace que représente la Chine. Ils augmentent donc leurs dépenses de défense et renforcent leurs alliances en conséquence.

D'autre part, les implications plus larges de la montée en puissance militaire de la Chine deviennent de plus en plus évidentes pour de nombreux pays européens. Cela n'est pas seulement dû au risque de surcharge des engagements militaires américains, mais aussi à la présence croissante de la Chine dans le monde et aux conséquences globales de toute éventualité majeure dans l'Indo-Pacifique.

Dans cette région, de nombreux pays s'emploient à adapter leur position stratégique en fonction de la détérioration de l'environnement sécuritaire dans lequel ils se trouvent en raison de la montée en puissance militaire de la Chine. Ainsi, [61%](#) des citoyens japonais soutiennent la décision de leur gouvernement d'acquérir des capacités de contre-attaque pour renforcer la dissuasion. De même, près de [70%](#) des Sud-Coréens se disent préoccupés par la détérioration de la situation en matière de sécurité. En outre, un [sondage réalisé en 2022 par le Lowy Institute](#) a révélé que 64% des Australiens estimaient qu'un conflit militaire entre les États-Unis et la Chine au sujet de Taïwan constituerait une menace critique.

Alors que la Chine poursuit son expansion militaire et ses activités en zone grise, l'Australie, le Japon, les Philippines, la Corée du Sud et Taïwan ont tous réagi en [augmentant leurs dépenses de défense](#) pour contrer les menaces croissantes dans la région. En novembre 2023, le Japon a décidé de porter son budget de défense à 2 % de son PIB d'ici à 2027 afin de mettre en place des « capacités de défense fondamentalement renforcées ». Tokyo [prévoit d'investir](#) dans des capacités de frappe de précision à longue portée, dans ses défenses aériennes et antimissiles, et ses capacités multi-domaines (espace, cyberspace, spectre électromagnétique, par exemple). Outre le réinvestissement dans la défense, de nouvelles coalitions minilatérales se forment, comme la coordination croissante entre Canberra, Manille et Séoul et les exercices trilatéraux entre le Japon, les Philippines et les États-Unis. Enfin, la tension sur l'équilibre de la puissance militaire conventionnelle a incité le Japon et la Corée du Sud à demander le renforcement de la dissuasion nucléaire élargie des États-Unis. Séoul et Tokyo devant faire simultanément face aux menaces nucléaires, conventionnelles et en zone grise, la posture de dissuasion régionale doit s'étendre à tous les domaines. [Selon le ministère de la Défense](#), « le Japon a l'intention de créer un dispositif homogène pour assurer sa paix et sa sécurité en utilisant efficacement les capacités de dissuasion des forces armées américaines en même temps que sa propre architecture de défense nationale ».

La montée en puissance militaire de la Chine se fait également sentir bien au-delà de la région indo-pacifique. Des nombreuses nations européennes sont de plus en plus conscientes de l'affirmation croissante de la Chine dans le domaine cybernétique et de sa propension à instrumentaliser les liens économiques pour faire avancer un programme politique autocratique. Pour plusieurs raisons, cette prise de conscience européenne est en train d'acquérir une dimension militaire. Tout d'abord, les nations européennes ont pris conscience que la montée en puissance militaire de la Chine constitue désormais une menace directe pour leurs partenaires stratégiques dans la région indo-pacifique, avec toutes les conséquences que cela implique pour le commerce mondial et la liberté de navigation. Tout conflit militaire dans la région indo-pacifique aurait des répercussions économiques dramatiques sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et provoquerait une crise économique mondiale.

Aussi, les alliés européens de l'OTAN ont commencé à reconnaître que toute éventualité de ce type imposerait des limites majeures à la disponibilité des forces américaines pour renforcer le flanc européen face à l'agression continue de la Russie. La montée en puissance militaire de la Chine en Indo-pacifique réduit considérablement le réservoir de puissance militaire que les États-Unis peuvent mettre à disposition pour soutenir la sécurité européenne.

Troisièmement, la portée géographique des capacités de projection de puissance de la Chine s'étend au voisinage européen au sens large. En 2017 déjà, l'APL a mené son [premier exercice naval conjoint avec la Russie en mer Baltique](#), par exemple. De plus, la Chine est désormais considérée comme un soutien actif à la quête révisionniste de Moscou en réapprovisionnant l'effort de guerre russe en cours en Ukraine. Cela ne peut que changer la façon dont la puissance chinoise est perçue en Europe et ailleurs.

Tout comme les alliés en Indo-pacifique des États-Unis, les alliés européens réinvestissent rapidement dans leurs propres industries et capacités de défense ainsi que dans leurs capacités de résilience face aux perturbations économiques et aux interférences politiques. Ce réinvestissement dans la défense européenne contribue à rééquilibrer l'alliance de l'OTAN sur le plan interne et permet aux États-Unis d'allouer une part croissante de leurs maigres ressources militaires pour faire face à d'éventuels conflits dans la région indo-pacifique. En outre, plusieurs nations européennes ont commencé à contribuer, de manière modeste mais symbolique, à l'effort visant à garantir la liberté de navigation dans les mers de Chine orientale et méridionale. En s'engageant dans un programme de mitigation du risque économique, les nations européennes cherchent à se protéger contre la militarisation des liens économiques par la Chine et l'affaiblissement de la base scientifique, technologique et industrielle européenne. Enfin, la croissance de l'arsenal nucléaire chinois et l'émergence de la tripolarité nucléaire sont de plus en plus perçues comme un défi pour les engagements de dissuasion étendue des États-Unis dans le monde entier, étant donné que toutes les alliances américaines sont en fin de compte étayées par le même arsenal nucléaire stratégique américain. Bien que la menace nucléaire chinoise soit toujours éclipsée par celle de la Fédération de Russie, l'adaptation de la posture nucléaire de

l'OTAN devra tenir compte des interdépendances entre les théâtres d'opérations.

Conclusion

Pour maintenir la paix et la sécurité dans la région indo-pacifique, un nombre croissant de pays de la région et de l'extérieur considèrent qu'il est nécessaire de promouvoir une architecture de dissuasion régionale et mondiale intégrée et crédible.

Cela nécessite des efforts politiques et des investissements en matière de défense de la part de tous les pays partageant les mêmes idées, ainsi que des États-Unis. En avril 2024, le Japon, les Philippines et les États-Unis ont organisé le premier sommet entre les trois pays. À cette occasion sans précédent, le président Joseph Biden a réaffirmé l'engagement sans faille des États-Unis en faveur de l'alliance avec le Japon et les Philippines. Ils ont également insisté sur l'importance de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan, élément indispensable à la sécurité et de la prospérité mondiales. De même, le concept stratégique 2022 de l'OTAN stipule que les alliés travailleront ensemble « [pour relever les défis systémiques posés par la RPC à la sécurité euro-atlantique](#) ». La participation de l'Australie, du Japon, de la Corée du Sud et de la Nouvelle-Zélande aux réunions des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN témoigne de l'intérêt pour la résolution du défi transrégional que représente la montée en puissance militaire de la Chine. Il s'agit là d'un modèle efficace pour un réseau de plus en plus large d'alliés et de partenaires qui partagent un intérêt pour la préservation de la paix internationale et de la stabilité mondiale.

Alors que la montée en puissance militaire de la Chine se poursuit, une dissuasion réussie est la condition préalable essentielle d'un engagement diplomatique en faveur du droit international et de la résolution pacifique des différends.

Ce document a été réalisé avec le soutien du « NATO Science for Peace and Security programme ». Il s'inscrit dans le cadre d'un projet portant sur l'avenir de la région indo-pacifique et de l'OTAN, et les auteurs souhaitent remercier les participants à une conférence organisée dans le cadre de ce projet le 15 novembre 2023 à Tokyo (Japon), à l'invitation du National Institute for Defense Studies (NIDS).

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du NIDS, CSDS ou de l'institut Egmont.

Crédits photo : [Александр Семенов](#)

— • — — • — • — • •

Masayuki Masuda, Alexander Mattelaer

Masayuki Masuda ([@MasaNIDS](#)) est Professeur et chef de la division Chine de l'Institut national d'études de défense (Japon).

Alexander Mattelaer ([@ATJMattelaer](#)) est Professeur associé au CSDS (VUB) et chercheur principal à Egmont – l'Institut Royal des Relations Internationales.

Comment citer cette publication

Masayuki Masuda, Alexander Mattelaer, « Une ombre immense ? La montée en puissance militaire de la Chine en Indo-Pacifique et ses implications à l'échelle mondiale », trad., *Le Rubicon*, vol. 4, 6 novembre 2024 [<https://lerubicon.org/une-ombre-immense-la-montee-en-puissance-militaire-de-la-chine-en-indo-pacifique-et-ses-implications-a-lechelle-mondiale/>].